



**HAL**  
open science

## PROJET DE VILLE ET PROJETS DE VIES

Daniel Pinson

► **To cite this version:**

Daniel Pinson. PROJET DE VILLE ET PROJETS DE VIES. A. Hayot, A. Sauvage. Le projet urbain - Enjeux, expérimentations et professions, Editions de la Villette, pp.78-85, 2000, Actes du colloque de Marseille, 2-903539-50-2. hal-01532150

**HAL Id: hal-01532150**

**<https://hal.science/hal-01532150>**

Submitted on 2 Jun 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PROJET DE VILLE ET PROJETS DE VIES,  
Par Daniel Pinson, IAR-CIRTA, Aix-Marseille III

in *Le projet urbain, enjeux, expérimentations et professions* (A. Hayot et A. Sauvage, Ed.), Éditions de la Villette, Paris, 2000 p.78-95.

Les corporatismes sont profonds et chaque discipline se crispe sur des notions qui lui semblent garantir la pureté de son domaine de compétence. Le projet fait partie de ces notions : l'architecte voudrait en faire le centre de son travail, le privilège de sa démarche. Le mot est pourtant passé dans le langage ordinaire et aujourd'hui le projet n'est pas le monopole de l'architecte. À côté du projet qui se fait dans l'espace, une foule de projets s'élaborent dans le corps social : ils occupent un espace qui semble s'être dilaté, tant les projets de vie ne paraissent plus confinés, comme dans les époques reculées, aux limites d'un horizon fini, celui d'une condition sociale quasiment arrêtée et d'une mobilité très réduite. Là n'est pas la moindre difficulté du projet sur l'espace aujourd'hui : concilier les projets de vie, marqués par leur diversité et leur labilité, et le projet de ville. J'en viendrai ainsi progressivement à interroger tout particulièrement la manière dont le projet urbain en banlieue, pensé avec une urbanité de rechange hésitante, est capable de répondre ou non aux attentes diverses des vies sociales. En effet ces dernières s'appuient, comme le signale François Dubet<sup>1</sup>, sur une culture hétérogène en construction et inscrivent souvent le cœur et le sens de leur projet en dehors du grand ensemble.

SOCIÉTÉS, ESPACES, PROGRES ET PROJETS

Le projet a sans doute à voir avec le progrès. Jean-Pierre Boutinet, dans son "Anthropologie du projet"<sup>2</sup>, montre bien comment la capacité d'anticipation et la confiance qui accompagne ses succès trouvent leur origine dans le développement de la science et de ses applications techniques. L'aptitude de l'homme à maîtriser la matière, la production d'objets techniques lui permettant d'améliorer ses conditions d'existence, mettent en évidence l'apparition d'un progrès matériel sensible, lui-même susceptible d'être partagé par des couches sociales plus larges et d'être par là-même accompagné d'un progrès social.

Tout devient alors projet : pas seulement la construction du bâtiment dont on préfigure (en un certain sens la préfiguration est projet) le dessein ultime, sa réalisation, mais aussi le projet politique, le projet de loi, le projet éducatif, le projet personnel. Un

---

<sup>1</sup>. François Dubet, *Les figures de la ville et la banlieue*, in "Sociologie du Travail" : "La Ville : habiter, Gouverner", XXXVII 2/1995, Paris, Dunod, pp. 127-150.

<sup>2</sup>. Jean-Pierre Boutinet, *Anthropologie du projet*, Paris, PUF, 1990.

avenir s'ouvre à l'humanité à condition qu'elle remplace par les lois de la nature, comprises avec la Raison, les croyances irrationnelles suscitées par l'ignorance et la crainte des forces surnaturelles. Au fatalisme se substitue, à l'époque des Lumières, la prévision.

À partir de ce moment, le projet n'est plus un attribut spécifique de l'architecte. Si son étymologie renvoie à un vieux mot français qui, à travers le "pourject", désigne un travail d'architecte : la construction du balcon, cet élément lancé avec audace au dessus du vide, son extension de sens indique que, dans l'activité productive de l'homme, bien d'autres dispositifs peuvent être envisagés, formulés comme virtualités potentiellement réalisables. Le concept ne peut donc plus être la propriété d'une discipline : il participe d'un type de société qui vit un temps qui n'est plus comme arrêté, mais constamment en attente de son à venir ; un temps qui vit le présent, à travers le projet, comme l'advenue de ses constructions virtuelles, au point que le retour sur soi, l'évaluation, apparaisse comme une régression incompatible avec la frénésie d'innovation.

Et pourtant les dérives du progrès ont pointé en même temps celles du projet. À la haute certitude de la loi, au chemin trop direct qu'elle traçait, a bientôt succédé l'inquiétude de ses effets pervers imprévus et la conscience des rectifications qu'il était nécessaire d'introduire dans la conduite du projet. L'incertitude est désormais devenue un paradigme de la démarche scientifique moderne<sup>3</sup>, qui vaut également pour les anticipations qu'élabore l'homme dans ses actions de transformation de la nature et de la société. Je reviendrai plus loin sur l'incidence de cette nouvelle posture dans la démarche du projet urbain, avec ce qu'elle offre comme avancée et en même temps comme limite.

#### LA NOTION DE PROJET URBAIN

Si le projet est une démarche ancienne de l'architecte, l'émergence du projet urbain est à situer dans les années 70<sup>4</sup>. La remise en cause du Mouvement moderne et de l'espace qu'il a inspiré, ce que Jean-Paul Lacaze appelle l' "urbanisme de projet"<sup>5</sup> est à l'origine de cette nouvelle démarche. Inutile de retracer ici les formes multiples de la critique de ces thèses<sup>6</sup>. Mais à l'origine, le projet urbain intervient comme révolte. Il n'est pas, en effet, sans rapport avec les luttes urbaines, et, à côté de la critique radicale marxiste, il

---

<sup>3</sup> "Ce qui émerge aujourd'hui est donc une description médiane, située entre deux représentations aliénantes, celle du monde déterministe et celle d'un monde arbitraire soumis au seul hasard. Les lois ne gouvernent pas le monde, mais celui-ci n'est pas régi non plus par le hasard." Ilya Prigogine, Prix Nobel de Chimie, *La fin des certitudes*, Paris, Odile Jacob, 1996, p. 224.

<sup>4</sup> François Tomas, *Projets urbains et projets de ville*, in *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 68-69, Paris, SPPU/MELTT, 1995, pp. 135-143.

<sup>5</sup> Jean-Paul Lacaze, *La ville et l'urbanisme*, Paris, "Dominos" Flammarion, 1995.

<sup>6</sup> Daniel Pinson, *Architecture et modernité*, Paris, "Dominos" Flammarion, 1996.

semble fonctionner comme alternative revendicative, forme de mobilisation de groupes habitants menacés par la rénovation spéculative, le systématisme destructeur des centres et des quartiers anciens qui puise ses arguments dans la Charte d'Athènes. Ils sont les lieux de la ville où se rencontrent les protestations des habitants, leur organisation en associations de quartier et les thèses conservatoires sur la ville ancienne comme "Oeuvre d'art". Cette relecture situe Aldo Rossi et les tenants de l'analyse typomorphologique en Italie<sup>7</sup>, comme les militants de l'ARAU (Atelier de Recherche et d'Action Urbaine) de Bruxelles emmenés par Maurice Culot<sup>8</sup>, dans les brisées du grand historien de la ville Lewis Mumford. Ces mouvements coïncident avec la montée en puissance de la sensibilité patrimoniale, l'élargissement de ses préoccupations, qui, partant des monuments vont jusqu'à l'architecture mineure, notamment domestique, et l'élaboration du concept de réhabilitation qui complète celui de restauration. Bologne et ses comités de quartiers constituent l'exemple type de cette démarche<sup>9</sup>, mais cette version restauratrice de l'antimodernisme s'accompagne également d'une version édifiatrice et réparatrice qui formule des alternatives neuves, là où les profanateurs se réclamant du Mouvement moderne avaient commencé à éventrer la ville. Le projet de Léon Krier pour Luxembourg (1978)<sup>10</sup> en est l'expression la plus radicale, le projet de l'Alma-Gare, opération phare des années 1980<sup>11</sup>, rattrapée depuis par la crise, en constitue l'une des illustrations opérationnelles les plus intéressantes.

#### DU QUARTIER A LA VILLE

Mais on aura noté que l'action de quartier, en relation avec des habitants, pose plus largement le problème de la conception de la ville, celle qui est déjà là comme celle qui reste à faire. Ainsi le projet de quartier s'expérimente dans l'action, en même temps qu'il nourrit une réflexion plus vaste sur la ville. La critique de la ville moderne entraîne le regard sur la fabrication de la ville passée ; les certitudes planistes de l' "urbanisme de projet" (les ZUP et autres "zones" monofonctionnelles), comme l'assurance faussement rationnelle de l'urbanisme réglementaire qui lui a emboîté le pas avec la loi foncière de 1967, sont ébranlées par les imprévisibilités qui caractérisent la marche de la société. À l'espace homogène, inscrit dans les modèles de développement des prescripteurs de grilles et de règlements nationaux, s'opposent les aspérités et le relief tourmenté des

---

7. Aldo Rossi, *L'Architecture de la ville* [1966], Paris, L'Équerre, 1981.

8. *Déclaration de Bruxelles*, Éditions des Archives d'Architecture Moderne, Bruxelles, 1980.

9. Cervellati, Scannavini, De Angelis, *La nouvelle culture urbaine, Bologne face à son patrimoine* [1977], Paris, Le Seuil, 1981.

10. Léon Krier, *Projet pour la reconstruction de Bruxelles*, in "Les Archives d'Architecture Moderne" n° 15, Bruxelles, 1978, pp. 42-75.

11. *Roubaix Alma-Gare, lutte urbaine et architecture*, Roubaix, Éd. de l'Atelier d'Art Urbain, 1982.

lieux et des hommes concrets, irréductibles aux commodités réductrices de ces modèles schématiques.

La complexité et l'aléa dissuadent de traiter le temps et l'espace comme s'ils étaient linéaires : il faut inscrire dans le projet les accidents de l'espace et du temps. Le premier peut se dilater brusquement, le second peut s'arrêter brutalement. L'espace et le temps dont nous parlons ne sont jamais ceux que l'homme fabrique. L'histoire révèle les décalages, dans des opérations qui pourtant étaient moins démesurées que celles entreprises au cours de l'héroïque période des "Trente glorieuses", entre le projet et sa réalisation. Il ne faut plus désormais penser le projet comme fini une fois pour toute, mais le penser comme la trame d'un ensemble cohérent d'opérations qui bifurqueront, s'écarteront de la direction initialement prévue, la reprendront ou l'infléchiront. Le projet a donc besoin de la souplesse qu'appelle l'incertitude, à toute une série de niveaux englobant le social comme le spatial. Pour reprendre une belle formule de Feu Joseph Juvin, Directeur de l'Agence d'Urbanisme de la région de Nîmes, à propos du "Plan d'ordonnancement de la ville"<sup>12</sup>, il faut dresser "une vision plutôt qu'une prévision" du développement urbain.

En réalité la démarche de projet se diffuse bientôt dans l'ensemble des études qui prennent pour objet la ville. Les lourdes machines de la planification s'adaptent elles-mêmes aux nécessités du projet à travers une conduite stratégique qui articule aux logiques économiques, sociologiques ou démographiques celle de l'action d'un système d'acteurs complexe<sup>13</sup>. De l'échelle du quartier, au sein de laquelle l'habitant conserve encore la maîtrise de l'évolution de son quartier pour peu qu'il soit vigilant et organisé, on franchit bientôt les périmètres de la centralité, puis celui de l'agglomération. Le Projet d'agglomération de Dunkerque, adopté en 1991 sous le mandat du premier Ministre de la Ville, Michel Delebarre, traduit cette expansion de la notion de projet, moins saisissable par l'habitant, bien qu'il en inspire encore largement les orientations : "un projet d'agglomération n'aurait aucune légitimité sans un fondement social. Une politique économique urbaine, culturelle n'est pas une fin en soi. À travers elle, c'est le bien-être collectif et individuel qui doit être visé"<sup>14</sup>. Projet territorial global, le projet se décline alors en des domaines sectoriels et des échelles fragmentaires pensées en interaction : "projet éducatif", "projet culturel", "projet urbain de la zone agglomérée", "projet urbain centre d'agglomération", "projet urbain quartiers sud"...

---

<sup>12</sup>. *Vers une ville sans banlieue, expérience, Nîmes*, Paris, Éditions du Centre Pompidou, 1993.

<sup>13</sup>. Alain Motte, *Les schémas d'aménagement urbain (1988-1994)*, in *Urbanisme*, n° 292, Paris, janvier-février 1997, pp. 38-40

<sup>14</sup>. Agence d'urbanisme et de développement de la Région Flandre Dunkerque, *Projet d'agglomération, Dunkerque*, Dunkerque, 1991, p. 10.

## UNE URBANITE DE SUBSTITUTION ?

La banalisation de la notion de projet appliquée à la ville finit par poser un certain nombre de problèmes : l'éloignement de l'habitant n'en constitue pas la moindre dimension. Les tenants du projet urbain sont souvent imprégnés d'un regard sur la ville qui se confond avec leur représentation des centres anciens. Elle tend à reproduire une histoire arrêtée au XIXe siècle, et les catégories de la ville haussmannienne, voire préindustrielle, celle de la rue, de la place et de l'îlot ont tendance à devenir des invariants dont la pertinence, éventuellement la part d'universalité, mérite d'être questionnée. Au-delà de ce regard nostalgique (et en deçà d'un hypermodernisme suspect), un certain nombre d'architectes ont cependant développé une approche plus critique de la forme urbaine. Elle n'est pas indifférente à la redécouverte de l'Art urbain et des thèses de la tendance des architectes des HBM et du Musée Social au début du siècle (Augustin Rey, Henri Maistrasse, Henri Prost, Léon Jaussely et même Tony Garnier...)<sup>15</sup>. Cette sensibilité compose l'évolution des formes urbaines en tenant un équilibre entre des "conventions" (B. Huet) stabilisées et des innovations mesurées. Les travaux de Jean-Pierre Buffi pour la ZAC de Bercy, comme la réflexion de Christian de Portzamparc sur le concept de "l'îlot libre" de sa ville du troisième âge, participent de cette reformulation des catégories du projet urbain<sup>16</sup>.

L'adjectif "urbain" pose cependant les limites de ces réflexions et expérimentations et l'horizon de leur portée. Pertinent pour la reconquête des quartiers centraux, le caractère "urbain" du projet continue-t-il de faire sens pour la totalité de l'espace urbanisé ? Une "urbanité" de substitution, forme nostalgique tout juste modifiée de la ville préindustrielle, dense, à peine dispersée par les modes de communication modernes naissants, matériels et immatériels, n'est-elle pas en train de se fixer et de s'installer comme modèle alternatif au dogme rejeté du Mouvement moderne ? On peut en particulier se demander si la perte de ce rapport étroit avec l'action habitante, qu'avait initialement le projet urbain, ne facilite pas le retour vers de nouveaux modèles architecturaux et urbains qui pourraient s'avérer non moins dogmatiques que ceux vulgarisés par la Charte d'Athènes ?

## LES ESPACES MULTIPLES DE LA VIE

Comme l'ont montré des travaux récents sur les modes et formes des urbanisations nouvelles <sup>17</sup>, on est bien obligé de constater un déserrement, voire un éparpillement de la

---

<sup>15</sup>. Marie-Jeanne Dumont, *Le logement social à Paris, Habitations à Bon Marché, 1850-1930*, Liège, Mardaga, 1991.

<sup>16</sup>. Olivier Mongin, *Vers la troisième ville ?*, Paris, Hachette, Questions de Société, 1995.

<sup>17</sup>. Jean Rémy, Liliane Voyé, *La ville : vers une nouvelle définition*, Paris, L'Harmattan, 1992 ; François Ascher, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob, 1995, qui ne font que confirmer des travaux encore plus anciens (G. Bauer et J.-M. Roux, *La rurbanisation ou la ville éparpillée*, Paris, Le Seuil, 1976).

ville, qui n'est pas lui-même sans rapport avec une tendance à l'éclatement spatial des modes de vie, des formes nouvelles d'articulation entre les lieux et les réseaux, entre la sédentarité et le nomadisme, entre le havre de paix et l'aventure du voyage, même si certaines situations de misère ou façons de vivre confinent à la captivité ou au repliement.

C'est là qu'apparaît la figure, encore en expansion malgré la crise, des classes moyennes, modèle de genre de vie dominant qui a élargi son influence jusqu'à des franges de salariés aujourd'hui fragilisées et qui constitue toujours cependant la perspective idéale, à défaut d'être réaliste, des populations des quartiers défavorisés. Or ce genre de vie ne se déploie qu'à la condition de la voiture et du pavillon, termes complices et opposés de la mobilité et de la résidence individuelle isolée. Ils produisent alors un éparpillement urbain et des réseaux et modes dispersés de mobilité et d'installation résidentielle, nuisibles aux équilibres écologiques. La tendance est forte, en même temps que réversible, à condition d'autres choix politiques, ce qui donne crédit à l'idée de la ville économe du "projet urbain", dans une perspective qui satisfait l'exigence des nouveaux modes de vie et préservation de l'écosystème<sup>18</sup>.

Au demeurant, on voit mal comment nier l'existence de cette tendance, qui structure la pratique des classes moyennes entre deux pôles : un centre ancien devenant ville-musée, dont la valeur patrimoniale soutient des activités de chalandises partagées avec les centralités secondaires des zones commerciales, et une résidence particulière perdue dans de lointaines banlieues de charme. Et quoi qu'on veuille, ce projet continue de peupler le rêve de ceux qui végètent dans les grands ensembles. Pourquoi alors leur dénier, au nom d'une urbanité calquée sur la ville dense, ce type de perspective, alors qu'il constitue le projet légitime et souvent satisfait des classes aisées et moyennes ?

#### URBANITE FACTICE ET PROJETS DOMESTIQUES REELS

Et de fait, la généralisation du projet urbain calqué sur la forme urbaine de la centralité historique semble devenir largement arbitraire lorsqu'elle atteint les quartiers populaires des grands ensembles<sup>19</sup>. Ainsi, quel rapport entretient cette "urbanité" de substitution, d'inspiration souvent préhaussmannienne, venant envelopper de manière cosmétique la forme urbaine du grand ensemble, avec les vies habitantes et les projets qui les animent ? C'est là une question que ne se posent pas vraiment les architectes, cependant que les études sociologiques s'arrêtent aux aspects socio-économiques de la population, sans véritablement, sauf dans des cas très rares, être en mesure de voir en quoi le cadre bâti,

---

<sup>18</sup>. C. Bachofen et alii, *Maîtriser les extensions périphériques : Fribourg, Munich, Hambourg, Vienne*, École d'Architecture de Strasbourg, 1995.

<sup>19</sup>. Henri Raymond, *Urbain, convivialité, culture*, in *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 37 : "Plans et projets", Paris, SPPU/ MELTT, 1987.

sans avoir un effet déterminant sur la vie sociale de ces cités, vient en quelque sorte parachever l'entreprise de désappropriation qui marque la société industrielle, et livre ainsi le salarié aux pratiques de la consommation<sup>20</sup>.

La politique de la ville est, à cet égard, un projet politique pour les quartiers défavorisés qui les conçoit d'une manière de plus en plus stéréotypés, à partir des plus pauvres de leur population, nivelant ainsi une réalité que les enquêtes ethnographiques révèlent beaucoup plus riche et complexe. On y découvre en effet, hors des circuits qui montent en projets collectifs des initiatives associatives ou individuelles rapidement récupérées en fond de commerce politique, une foule de projets domestiques (des "projets de vie") qui font éclater la représentation misérabiliste dominante qui les caractérise habituellement.

Pris dans le subtil simulacre de distinction de la vie privée et de la vie publique, qui structure la vie sociale, notamment en ville, mais qui masque fallacieusement l'exploitation salariale par le capital privé, nos schèmes mentaux créent des étanchéités, qui séparent des réalités certes distinctes, mais dont les articulations mériteraient une plus grande attention. La maison participe de cette relation labile entre le public et le privé qui situera par exemple l'espace de loisir hors d'elle (le cinéma) ou en elle (la télévision). Sur ce plan, le rappel des étymologies de l'économique (en renvoyant à l'*oikos* grecque) et du domestique (en renvoyant à la *domus* romaine) tendraient à rapprocher ces domaines au lieu de les disjoindre radicalement.

Ainsi la maison n'est pas cette "petite affaire" que les logiques d'assistance de l'État-Providence réduisent au "toit" ou les logiques de l'imaginaire technique ramènent à une "machine à habiter". Elle constitue ce microcosme constructeur d'identité qu'a bien perçu Bachelard et que l'anthropologie culturelle nous déclinent en autant d'univers particuliers, ordonnateurs d'un sens social qui dépasse l'espace matériel qui la concrétise. Il suffit par exemple de rappeler, avec Claude Lévi-Strauss, que la maison est initialement l'entité familiale large, composée des personnes et des biens qui s'y rapportent, dont la maison<sup>21</sup>. L'horizon s'élargit alors pour recomposer un univers que l'élémentarisme positiviste du XIXe siècle a réduit à des monades : la famille devient autre chose qu'une entité nucléaire, sa production-consommation devient aussi une forme d'économie non monétaire, la maison elle-même devient autre chose qu'un "logement" : l'élément d'une chaîne résidentielle. La vie et les projets de vie sortent alors d'une grille de consommation préconstruite et pensée pour la comptabilité des échanges marchands.

---

<sup>20</sup>. Daniel Pinson, *La monumentalisation du logement ou l'architecture des ZUP comme culture*, in Les Cahiers de la Recherche Architecturale, n° 38-39, Marseille, 1996, pp. 51-62.

<sup>21</sup>. Claude Lévi-Strauss, *La notion de maison, entretien avec Pierre Lamaison*, in "Terrains" n° 9, "Habiter la maison", Paris, Ministère de la Culture, Octobre 1987, pp. 34-39.

Nous n'évoquons ici, comme exemple, que les figures mal connues de la multirésidentialité et les évasions inattendues que sa réalité, étrangère aux cadres statistiques habituels, permettent. Ainsi nos enquêtes parmi les habitants des ZUP nous ont souvent révélé comment la sédentarisation dans la ZUP, contrainte par le renoncement ou l'impossibilité de l'aventure de l'accession, était compensée par l'*ersatz* d'une cabane au bord de mer ou d'une campagne au bord d'un étang, autant de formes embryonnaires de l'accession qui disent la vitalité du rêve pavillonnaire et en même temps les trop fortes contraintes qu'impose un espace (celui du grand ensemble), totalement hétéronormé en regard des pratiques appropriatives. La maison de retour de l'immigré - elle concerne 35% des immigrés marocains-, projet autonome arraché par la vente d'une force de travail surexploitée, illustre les ubiquités et les ambiguïtés de la trajectoire résidentielle et les renversements que le cycle des générations introduit entre la vision du père, pour laquelle la maison de retour est principale et le logement HLM secondaire, et celle du fils par laquelle la maison de retour devient résidence secondaire, identificatrice d'une ascension sociale imparfaite<sup>22</sup>.

#### CONCLUSION

L'urbanisme de projet du Mouvement moderne ignorait la ville historique et le temps. Fini une fois pour toute, il prétendait par ailleurs fabriquer l'homme moderne, l'homme de la "civilisation machiniste" (Le Corbusier), au point que cet urbanisme s'est réalisé contre les hommes concrets, étant seulement capable de répondre, comme logement d'urgence en béton, à des normes de confort qui prétendaient épuiser les pratiques domestiques et urbaines. Les luttes urbaines des années 1970, menées contre les démolitions visant à remplacer des quartiers entiers de la ville ancienne, étaient à la fois une défense de la qualité globale, multidimensionnelle, des formes urbaines de cette ville menacée et le rejet de l'urbanisme fonctionnel des barres et des tours qui s'apprêtait à les remplacer.

La réhabilitation, qui a supplanté en ces circonstances la rénovation-bulldozer, a engendré les principes du "projet urbain". On peut se demander cependant si l'élaboration de ses principes, aux contours incertains, est capable de répondre à toutes les situations qui résultent de la fragmentation de la ville, à sa polymorphologie physique, non sans lien, elle même, avec l'éclatement de son usage ?

De ce point de vue, son application comme nouveau modèle alternatif à l'urbanisme de projet des ZUP se fait plus souvent comme référence à l'urbanité de la ville des quartiers centraux, denses, qu'à la réalité des projets de vie des populations qui y

---

<sup>22</sup>. Daniel Pinson, *Les maisons du marocain immigré, ou le double renversement de la résidence principale*, communication aux Journées d'étude du SHAR (Systèmes d'habitat et alternatives résidentielles) "D'une maison l'autre", IRESCO, Paris, 26 et 27 septembre 1996.

résident et qui ne sont pas sans porter, pour certaines d'entre eux et de façon embryonnaire, le modèle de la mobilité et de la résidentialité des classes moyennes. Alors que ce projet résidentiel est pour ces dernières important, sinon central, et assume la charge symbolique du concept anthropologique de la maison, on voudrait dénier la validité d'un tel projet pour les milieux populaires. Or, dans le cadre hétéronome du grand ensemble, l'habitant cherche désespérément cette part de la maison qui lui permette de construire, dans une pratique d'appropriation matérielle et symbolique effective, un accomplissement de soi satisfaisant. Les enquêtes montrent que c'est souvent en dehors de ce cadre qu'il parvient à le trouver, dans une cabane, une campagne ou une maison de retour, situées en marge du grand ensemble<sup>23</sup>. Et pourtant sur les lieux mêmes où il réside principalement pourraient exister des alternatives, en relation avec le démontage progressif et mesuré des barres et des tours, qui permettraient de faire revivre opportunément des modes d'édification de la demeure, qui, tel que le mouvement Castor des années 1950<sup>24</sup>, feraient de la production domestique un élément reconstituteur d'une identité ébranlée par la perte de l'emploi et le lieu d'élaboration et d'appropriation d'un espace conforme à un projet de vie précis.

---

<sup>23</sup>. Daniel Pinson, *Du logement pour tous aux maisons en tous genres*, Paris, Recherches-PCA/MEL, 1988.

<sup>24</sup>. Bernard Légé, *Les Castors de la Monnaie*, in "Terrains" n° 9, "Habiter la maison", Paris, Ministère de la Culture, Octobre 1987, pp. 40-59 et Daniel Pinson, *Rezé - 1954, entre lotissement vertical et horizontal ou la Claire Cité des Castors et la Maison Radieuse de Le Corbusier*, in "Villes en parallèle" n° 14, "La Ville fragmentée", Laboratoire de Géographie urbaine de Paris X - Nanterre, juin 1989, pp. 89-105.